

27 mars 1790

Nº. CXIII.

L'AMI DU PEUPLE,

OU

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie,  
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Lundi 29 Mars 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 27 Mars 1790.

Décret sur la Contribution patriotique. -- Dénon-  
ciation de l'insulte faite à la Garde nationale  
de Marseille par le marquis d'Hambers. -- Suite  
de l'affaire de M. Danton contre les juges du  
châtelet. -- Soulèvement des ouvriers contre  
le maire de Paris.

Pour forcer les aristocrates à la contribution  
patriotique, l'auguste sénat vient de décréter  
neuf articles auxquels applaudissent tous les bons

(1) Je préviens les lecteurs que l'ex-perruquier  
Guignot, continuateur de ma feuille, la suppose  
de mon imprimerie, pour mieux escroquer le  
public.

citoyens , mais que les bornes de ma feuille ne me permettent pas de transcrire.

L'assemblée s'est ensuite occupée de la dénonciation d'une insulte faite à la garde nationale de Marseille par le marquis d'Hambers. Ce *ci-devant* seigneur , arrivant à Marseille , fut interpellé par un factionnaire de la garde nationale de lui dire qui il étoit et où il alloit. M. le marquis , au lieu de répondre aux questions du factionnaire , lui dit des injures. Aussitôt un officier et un capitaine de la garde nationale viennent à l'appui du factionnaire , et font à M. le marquis les mêmes interpellations. Celui-ci , au lieu de chercher à réparer ses torts , les aggrave par des réponses plus insolantes encore que les premières. Un moment après , ayant aperçu plusieurs soldats du régiment de royal-marine , dont il est le colonel , il se met à leur tête , s'avance vers l'officier de la garde nationale qui l'avoit interpellé , le prend au collet et vomit contre les officiers municipaux et la garde nationale les injures les plus atroces. Sans la médiation des officiers municipaux , cette affaire alloit avoir les suites les plus funestes. Le lendemain , les bas-officiers de ce régiment , craignant de partager l'indignation publique , se rendent à la municipalité , y désavouent la conduite infâme de leur colonel , et protestent qu'ils ne cesseront



jamais d'être de bons et fideles citoyens. Le sur-lendemain, le plat marquis sentant l'énormité de sa faute, se présente de lui-même à l'hôtel-de-ville. A peine il en approche, qu'une foule de peuple l'environne, en criant : *à la lanterne*. Il réclame la protection des officiers municipaux, qui parviennent enfin à le faire entrer dans l'hôtel-de-ville, où il est gardé à vue : et c'est en cet état des choses que la ville de Marseille a envoyé un courrier extraordinaire à l'assemblée, pour savoir de quelle maniere doit s'instruire le procès de ce marquis anti-patriote. — L'affaire a été renvoyée au comité des rapports, pour en rendre compte.

Suite de l'affaire de M. Danton, contre les juges  
du châtelet.

Sur la dénonciation à elle faite du décret de prise-de-corps que les robinocrates du châtelet venoient de lancer indécemment contre M. Danton, l'assemblée du district des Cordeliers, considérant que la liberté la plus entière devoit régner dans les assemblées légales, et que chacun devoit avoir la faculté d'y manifester son vœu et d'y exprimer son opinion, sans avoir à redouter d'autre autorité que celle de cette même assemblée. Considérant que le châtelet de Paris, par suite d'une attribution qu'il tient plutôt de

l'empire des circonstances que de la confiance méritée des représentans de la nation , avoit porté, par le décret dont il s'agit , la plus violente atteinte aux droits et à la liberté des citoyens. Considérant que les citoyens ne seroient bientôt plus en sûreté dans le sein même de leur assemblée, s'il se trouvoit des ennemis du bien public assez audacieux pour empoisonner, par une interprétation maligne, leurs discours les plus innocens (1); s'il se trouvoit des juges assez crédules pour y ajouter foi, et assez mal intentionnés pour sévir contre eux; que bientôt le despotisme le plus tyrannique prendroit la place de la liberté, et qu'on verroit sacrifier des citoyens qui , avec les intentions les plus pures, auroient manifesté leurs opinions avec force et courage. Considérant enfin que la conduite du châtelet, dans cette circonstance, étoit un sûr moyen de faire abandonner la chose publique et d'étouffer le zèle des bons citoyens, « L'assemblée a arrêté qu'il seroit présenté une adresse à l'assemblée nationale, pour la supplier de faire rapporter les charges et informations sur lesquelles le décret dont il s'agit avoit été lancé, pour, après en avoir pris connoissance, an-

---

(1) Voyez mes numéros 108 et 109, relativement à l'affaire de MM. Martin et Duval, dont l'affaire de M. Danton est le pendant.



néantir cette procédure comme inconstitutionnelle, contraire à la liberté publique, à celle des assemblées légales des citoyens, et pour la supplier de faire défenses aux juges du châtelet de Paris d'en faire à l'avenir de semblables, sous peine d'être pris à partie, d'être poursuivis comme coupables eux-mêmes du crime de lèse-nation ».

« Et, attendu que cette affaire intéressoit toutes les assemblées primaires, qu'il seroit nommé des commissaires, à l'effet de se rendre dans les 59 autres districts pour y dénoncer cet attentat commis contre leurs droits par le châtelet, pour les engager à donner leur adhésion au présent arrêté, et en conséquence autoriser leurs députés à l'archevêché à dresser et à présenter une adresse à l'assemblée nationale, pour réclamer les droits des citoyens (1).

---

(1) Le moyen du district des Cordeliers est péremptoire ; il résulte de la décision de l'assemblée nationale, du 23 août dernier, sur l'affaire du procureur du roi de Falaise, et conçue en ces termes : « L'assemblée nationale, persistant dans son arrêté du 23 juin, déclare qu'aucun citoyen ne peut être inquiété à raison des opinions ou projets par lui présentés, des abus par lui dénoncés, soit dans les assemblées élémentaires, soit dans son sein : déclare la

L'arrêté étoit vigoureux et posoit sur des bases inébranlables, sur la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, sur la décision de l'assemblée nationale elle-même, dans une cause absolument semblable. Ces décreteurs du châtelet, qui savent être en horreur à la nation entière, ont tremblé pour la première fois.... Juges infâmes du châtelet, juges infâmes d'une juridiction dont vous avez fait abhorrer jusqu'au nom; vils esclaves de l'ancien régime, vils commerçans des élargissemens comme des arrêts de mort et d'infamie; prévaricateurs soudoyés par la cour et les ministres; profanateurs impies, qui n'avez prononcé le serment d'être fideles à la nation et à la loi, que pour vous jouer plus sûrement, et de la nation dont vous ne proférez le nom qu'avec un sourire d'amertume et de dérision, et de la loi que vous avez toujours méconnue..... Monstres, dont les mains dégoutent du sang de l'innocent; assassins détestés de l'Europe entière, qui s'étonne de la continuation de votre coupable existence....

---

procédure instruite par le parlement de Rouen, contre le procureur du roi de Falaise, nulle et attentatoire à la liberté nationale; et sur le surplus des conclusions du procureur du roi de Falaise, le renvoie à se pourvoir ainsi et par-devant qui il appartiendra.



Repondez , sieur de Brunville ; répondez , sieur Boucher de Favras ; répondez , sieur Bachoïs ; répondez , vous tous , ennemis de la révolution et de la liberté , quand cesserez-vous de déshonorer le temple de la justice ? .... Mais votre regne va passer : vous allez être honteusement chassés du tribunal auguste que vous avez dégradé , au point que la régénération de tous ses membres aura peine à effacer la tache d'infamie dont vous l'avez salie. Mais si la haute cour nationale ne recommence pas l'exercice de ses fonctions par la revision de tous les procès que vous avez jugé ; si elle ne vous fait pas le vôtre à tous ; si vous ne servez pas d'exemple aux magistrats qui seroient assez corrompus pour être tentés de vous imiter , n'espérez pas le repos de Sylla sorti de la dictature. .... Sachez qu'un opprobre éternel sera la punition des prévarications , des forfaits et des attentats de ceux d'entre vous qui s'échapperont à la vengeance des loix.

Soulevement des ouvriers contre le Maire de Paris.

Le philosophe Bailly a eu à supporter, vendredi dernier, un assaut dont il s'est tiré en grand homme. Une foule d'ouvriers fondent à l'hôtel de la mairie, en criant, d'un ton menaçant, « qu'il » leur faut de trois choses l'une, ou de l'ouvrage,

» ou de l'argent , ou la tête du maire ». Les citoyens nationaux qui gardoient l'hôtel du chef municipal n'étant pas en nombre suffisant pour repousser cette troupe furieuse, il fallut que le philosophe parut. « Mes amis, leur dit-il, pour » de l'ouvrage, il ne m'est pas possible de vous » en procurer; pour de l'argent, encore moins : » quant au troisième chef de votre demande, je » ne tiens pas assez à la vie pour la regretter (1) : » faites de moi tout ce que vous voudrez ». -- Ces mutins, satisfaits de ce dévouement, crièrent aussitôt, « vive M. Bailly ! » et s'en retournèrent.

#### Réflexions de l'ami du peuple.

L'ouvrier qui n'a que ses bras pour gagner du pain, ne peut se passer d'ouvrage. Ou il faut étouffer les ouvriers, ou il faut les nourrir : il n'y a pas de milieu. -- Mais à quoi voulez-vous les employer? Employez-les comme vous voudrez, mais il faut qu'ils vivent aussi bien que vous. -- Avec quoi les payera-t-on? avec vos appointemens, M. Bailly; avec ceux de tous les intrigans qui, sous le masque du civisme et du désintéressement, ne se sont poussés à l'hôtel-de-ville que pour s'y partager l'argent du peuple et s'engraisser de sa substance.

---

(1) Ce n'est qu'à l'or et à l'ambition que tient illustre Bailly, sans cela l'existence seroit nulle pour lui.